

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2016 n°14

20 décembre 2016

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

L'analyse des conditions de vie selon le sexe du chef de ménage permet de comparer la situation des ménages dirigés par des femmes et ceux dirigés par des hommes en termes des indicateurs de conditions de vie.

Editorial

Le troisième trimestre de l'année 2016 a été caractérisé par les préparatifs de la Journée Africaine de la Statistique (JAS).

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 14 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du troisième trimestre 2016.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « Dossier du trimestre » se propose d'attirer l'attention sur une probléma-

tique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème « **Genre et conditions de vie des ménages du Mali en 2014 : Analyse selon le sexe du chef de ménage** »



Harouna KONE
Directeur Général de l'INSTAT

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données

statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur **Mori Moussa KONATE**, Directeur Exécutif de SECO—ONG que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

Dossier du trimestre. Genre et conditions de vie des ménages du Mali en 2014 : Analyse selon le sexe du chef de ménage

L'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté figurent aujourd'hui au cœur de toute politique de développement économique et social dans les pays en développement. En effet, depuis des décennies, les pays africains, en particulier le Mali, ont inscrit la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans les politiques de développement économique et social. Le gouvernement du Mali a élaboré en juillet 1998 la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté

(SNLP). La SNLP avait pour objectif principal d'améliorer les conditions de vie des maliens, en particulier les plus démunis.

Deux ans après l'adoption de la SNLP, le gouvernement a élaboré sur recommandation des institutions financières internationales, le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), qui fut adopté le 29 mai 2002.

Cette première génération du CSLP (CSLP I) avait pour objectif de réaliser une

forte croissance économique (6,7 % en moyenne) afin de réduire l'incidence de la pauvreté de 63,8 % en 2001 à 47,5% en 2006.

A l'issue de l'exécution du CSLP I, il a été élaboré en fin 2006 la deuxième génération du CSLP (CSLP II) sous le nom de Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP) couvrant la période 2007-2011 suivis d'une troisième génération sur la période 2012-2017.



La méthodologie adoptée consiste à faire une analyse descriptive simple des différents indicateurs de conditions de vie des ménages selon le sexe du CM et élaboré ensuite un indice agrégé de privations ou de mauvaises conditions de vie en vue de faire des comparaisons entre les ménages dirigés par des hommes et ceux dirigés par des femmes.



Ce document analyse les conditions de vie des ménages et genre au Mali en 2014. Plus précisément, ce document tentera d'analyser les conditions de vie selon le sexe du chef de ménage en d'autres termes comparer la situation des ménages dirigés par des femmes et ceux dirigés par des hommes en termes des indicateurs de conditions de vie.

Pour cela, la méthodologie consistera à faire dans un premier temps une analyse descriptive simple des différents indicateurs de conditions de vie des ménages selon le sexe du Chef de ménage.

Dans un second temps, il sera élaboré un indice agrégé de privations ou de mauvaises conditions de vie pour faire des comparaisons entre les ménages dirigés par des hommes et ceux dirigés par des femmes.

Le document se présente comme suit. Après avoir présenté la méthodologie et les données utilisées dans la section 2, la section 3 présentera les résultats.

Méthodologie et données

1. Méthodologie

Deux types d'analyses sont faits dans ce document. Dans un premier temps, une analyse descriptive des différentes variables susceptibles d'appréhender les conditions de vie des ménages selon le sexe du chef de ménage sera faite après la présentation du profil socio-démographique des chefs de ménage au Mali.

En second lieu, un indicateur agrégé de conditions de vie des ménages est élaboré. Il faut souligner que plusieurs approches existent pour appréhender les conditions de vie des ménages; entre autres les approches fondées sur la théorie des ensembles flous, sur le critère d'entropie, le critère d'inertie, l'indice de pauvreté Humaine (IPH), les approches basées sur le score de privations des ménages.

Dans ce document, la méthode basée sur le score de privation à partir des diffi-

cultés ou de manquements que présentent les ménages sera utilisée.

Cette méthode calcule un score qui compte le nombre de privation ou de manquement de biens ou des caractéristiques des mauvaises conditions de vie des ménages. Pour cela, toutes les variables potentielles sont codifiées.

La variable a une modalité "1" lorsque les ménages ne possèdent pas l'item ou ne remplissent pas les conditions de sa caractéristique. La variable a une modalité "0" lorsque les ménages possèdent l'item considéré ou remplissent les conditions de sa caractéristique.

Toutes les valeurs des items considérés pour l'analyse seront additionnées pour parvenir au score des privations. De ce fait, un score maximum indique un niveau de privation élevé alors qu'un score nul indique une absence de manquement.

2. Présentation des données

Les données proviennent de l'EMOP qui est une enquête par sondage, stratifiée à deux degrés à allocation proportionnelle au premier degré. Les 8 régions du Mali et la ville de Bamako constituent les domaines d'étude. L'échantillon est représentatif selon le milieu de résidence de la population (urbain et rural).

Le dispositif de l'EMOP est conçu pour une collecte de données à quatre passages dans l'année. Chaque passage dure trois mois.

Les résultats de l'enquête sont significatifs au niveau national, dans chacune des régions enquêtées et le district de Bamako et selon le milieu de résidence (urbain et rural). La première édition de cette opération a démarré le 1^{er} avril 2011 et a pris fin le 31 mars 2012.

L'édition 2013/2014 est la deuxième série de l'EMOP dont la période de collecte s'est étalée entre avril 2013 et mars 2014. Pour cette édition, les régions de Tombouctou, Gao et Kidal n'ont

pas été couvertes à cause de l'insécurité dans ces zones.

L'édition actuelle est la troisième série de l'EMOP. Elle s'est étalée sur la période d'avril 2014 à mars 2015.

La région de Kidal n'a pas été enquêtée pour des raisons sécuritaires. Au premier degré, il a été tiré un échantillon de 1040 unités primaires (sections d'énumération) soit 6240 ménages en raison de six (6) ménages par unité primaire tirée.

Le premier passage de la présente édition s'est déroulé entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2014.

Il a renseigné principalement les indicateurs d'accès à l'éducation et certains indicateurs du marché de l'emploi tels que le taux d'activité et le taux chômage.

Le premier passage a donné également des informations sur la santé de la population, les caractéristiques du logement, leur dotation en biens ainsi que sur les dépenses de consommation des ménages.

Le deuxième passage a été réalisé entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 septembre 2014. Il a permis de fournir des informations sur les transferts issus de migration ainsi que sur la pauvreté subjective du ménage.

Le troisième passage réalisé entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2014, a collecté des informations détaillées sur l'emploi en intégrant le module Enquête Permanente Auprès des Ménages (EPAM) de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE). Les modules de base sur la santé et les dépenses ont été également renseignés.

En fin, la collecte du quatrième et dernier passage s'est déroulée du 1^{er} janvier 2015 au 31 mars 2015. Ce passage a été consacré à la collecte des informations sur le module Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) ainsi que sur les dépenses de consommation.



La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrements en vue d'atteindre les objectifs du système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions des structures.

L'organisation des revues du SDS doit permettre de développer un dispositif de collecte et de traitement des informations nécessaires à la rédaction du rapport "Bilan des activités et programme statistique" pour la revue du SDS.

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques, l'INSTAT a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des mois de juin et juillet 2016 ;
- l'Indice des Matériaux de Construction (IMC) des mois de juin et juillet 2016.

Il a également publié le Cahier N°1 de l'INSTAT

Enfin, l'INSTAT a publié le bulletin trimestriel « KHI-DEUX N° 13 »

Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT a organisé le 8 septembre 2016 l'atelier de restitution des études réalisées dans le cadre du Programme de Travail 2015 de l'INSTAT en vue de présenter les résultats des études réalisées en 2015 portant sur les thèmes suivants :

- ♦ déterminants de la pauvreté monétaire et non monétaire au Mali en 2011 ;
- ♦ Effets genre sur la structure de la consommation des ménages au Mali en 2014 : application de la courbe d'Engel ;
- ♦ Genre et conditions de vie des ménages du Mali en 2014 : analyse selon le sexe du chef de ménage ;
- ♦ Configuration des ménages et qualités de vie, les avantages et désavantages des grands ménages au Mali

Cet atelier qui s'est déroulé au Grand Hôtel a été financé par l'UNFPA.

Participation aux cinq (05) travaux de la commission d'actualisation du Contrat plan et de l'Accord d'Etablissement de l'INSTAT

Participation à l'atelier de la CT-

CSLP sur la formation des formateurs en Elaboration et suivi-évaluation des Politiques publiques intégrant le Genre, l'Emploi et le Changement climatique

Participation à la journée de sensibilisation des institutions de recherche et des entreprises à la production des statistiques de la Science, de la technologie et de l'innovation (STI)

L'INSTAT a participé du :

- 10 au 14 juillet 2016 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'atelier régional des experts nationaux sur l'évaluation de la mise en œuvre de la méthodologie de calculs des indices du commerce international des marchandises dans les Etats Membres de L'UEMOA ;
- 10 au 14 juillet 2016 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'atelier régional de



Validation des Données de l'étude du schéma de Développement de l'espace régional (SDER) de L'UEMOA ;

- 11 au 15 juillet 2016 à Dakar (Sénégal) à l'atelier de concertation relatif à l'analyse détaillée des capacités et des besoins de formation de différents acteurs en Afrique Francophone, en ce qui concerne la résilience ;
- 17 au 24 juillet 2016 à Nairobi (Kenya), à la réunion d'un groupe d'experts pour réviser l'addendum Afrique sur les principes et les recommandations (P&R) relatif aux

recensements de la population et de L'habitat ;

- 25 au 28 juillet 2016 à Niamey (Niger), à la réunion de lancement officiel dans le cadre du projet d'harmonisation des enquêtes pour le suivi des conditions de vie des ménages dans les membres de l'UEMOA ;
- 07 au 20 août 2016 à Dakar (Sénégal) à l'atelier technique pour la finalisation des instruments techniques de collecte des données de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- 22 avril au 26 août à Niamey (Niger) à l'atelier régional de défini-



tion du cadre analytique de mesure de la résilience (AMR) au sahel et en Afrique de l'ouest ;

- 22 au 26 août 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire), aux réunions des ministres et des experts sur le dialogue sur les migrations en Afrique de l'ouest (MIDWA) ;
- 19 au 30 septembre 2016 à Lomé (Togo) à l'atelier de formation en collecte de données assistée par ordinateur (CAPI) ;





DRPSIAP de Ségou, réunion sur la mercuriale des prix

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Ségou a, au titre des rencontres, participé à l'actualisation de la Stratégie de Développement Economique Régional (SDER) qui a pour objet d'élaborer une stratégie pour le Développement Régional.

Cette rencontre qui s'est tenue au Conseil Régional a regroupé les structures techniques.

Elle a également participé à la formation en technique statistique de base des agents SSN. La formation qui s'est déroulée au CFP-INSTAT à Bamako avait pour objet d'améliorer la mise en œuvre du Schéma Directeur de la Statistique (SDS).

2. La DRPSIAP de Mopti a, au titre des opérations spéciales, participé à la validation du rapport diagnostic du Schéma Régional Directeur d'Aménagement et Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (SRDADDIN) qui a pour objet de faire l'Etat des lieux, et la Collecte des données.

L'opération a été financée par la Direction Nationale des Eaux et Forêts en partenariat avec CROCSAD pour un montant de six millions.

Elle a également participé à la Revue du MoRes à Bandiagara en vue de faire l'Identification des goulots en matière de nutrition par communauté. Elle a été financée par l'UNICEF en partenariat avec la Coordination Régionale des PTFs pour un montant de huit millions.

Au titre des rencontres, elle a participé à la 1^{ère} session du CROCSAD portant sur l'approbation des projets des CT soumis au financement en vue de faire le cadrage et l'arbitrage des interventions de l'ANICT

La rencontre qui s'est tenue à Mopti sur financement de l'ANICT a vu la participation des structures membres du CROCSAD.

Elle a également participé à la 3^{ème} rencontre trimestrielle du Comité Régionale de Suivi de la Sécurité Alimentaire en vue d'une harmonisation des appuis et des différentes actions des différents intervenants dans le domaine.

Tenue à Mopti sur financement

du OCHA, de la MINUSMA et du CSA, elle a regroupé les structures membres du Comité Régionale de Suivi de la Sécurité Alimentaire.

Au titre des missions et appuis techniques, la DRPSIAP de Mopti a donné un appui au Conseil Régional dans l'actualisation des PDESC des différentes Collectivités de la région. Cet appui qui a duré 9 mois a vu la participation de l'Administration, des services techniques, des Collectivités Territoriales et des PTF.

Elle a fait un autre appui au même Conseil Régional cette fois-ci en vue de faire l'actualisation du répertoire des Projets/Programmes et ONG intervenant dans la région. Cet appui qui a duré 6 mois a vu la participation de l'Administration, des services techniques, des Collectivités Territoriales et des PTF.

3. La DRPSIAP de Gao a, au titre des rencontres, participé à la réunion extraordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) en vue de partager avec les acteurs de la région le contenu du plan de travail (PTA) 2016 et le montage institutionnel du programme de Développement Durable de la région de Gao (DDRG). Tenu à Gao sur financement de l'Agence PROMANE, elle a vu la participation de l'Administration, des Collectivités Territoriales, des services techniques régionaux et des PTF.

Elle a également organisé avec l'appui financier de l'UNICEF l'atelier de dissémination du Programme de Coopération Mali-UNICEF 2015-2019 en vue d'une large diffusion du Programme.

Tenu à Gao sur financement de l'UNICEF, elle a vu la participation de l'Administration, des Collectivités Territoriales, des services techniques régionaux et des PTF.

Au titre des publications, elle a publié en août 2016

l'annuaire statistique 2014 accessible sur support papier.

Au titre des missions et appuis techniques, elle a organisé en partenariat avec le SAP l'atelier de formation sur le renforcement des capacités des comités SAP (niveau communal et local) en vue d'une amélioration du système national d'information sur la sécurité alimentaire. Cet atelier a permis de former les interlocuteurs à la base sur la méthodologie du SAP d'une part et d'autres part il a permis de les sensibiliser sur leurs responsabilités pour une plus grande participation aux activités du SAP.

4. La DRPSIAP de Bamako a, au titre des opérations spéciales, réalisé une visite de terrain avec l'équipe de coordination nationale des enquêtes du Burkina Faso en vue de l'introduction des tablettes dans la collecte des données du Burkina Faso.

Elle a également participé du 26 au 30 septembre 2016 sur financement du Commissariat à la Sécurité Alimentaire à la réalisation de l'Enquête d'Evaluation Post Distribution Monitoring (PDM)_CSA 2016 dans les communes I, V et VI du District de Bamako en vue de s'assurer de la mise en œuvre effective des distributions alimentaires gratuites aux populations des dites communes.

Au titre des rencontres, elle a participé à l'atelier de formation en Gestion Axée sur les Résultats dans le cadre du suivi et la mise en œuvre du CREDD. L'atelier avait pour objet le renforcement des compétences en matière de suivi évaluation des acteurs en charge de la mise en œuvre et du suivi évaluation du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018.

Tenu dans la région de Koulikoro sur financement UNICEF, il a regroupé les représentants de la DNP, de la DNP, de la CT/CSLP, de l'INSTAT, du CERCAP, du CREDOS, du CNDIFE, de la DRPSIAP/DB, les CPS des secteurs : MAECI, Santé,

Elle a également participé à la table ronde des Utilisateurs et Producteurs de statistiques agricoles dont l'objet était de présenter le projet du Recensement Général de l'Agriculture aux décideurs et aux Partenaires Techniques et Financiers. Tenu au CICB sur financement national elle a vu la participation du Ministère de l'Agriculture et Services Rattachés, de l'INSTAT, de la DRPSIAP et des PTF.

Les DRPSIAP ont participé à la Revue 2016 du CSCRP 2012-2017 dans le but de s'assurer que les politiques et stratégies gouvernementales de croissance et de réduction de la pauvreté sont appliquées de manière satisfaisante pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Tenu à Bamako sur financement de la CT/CSLP elle a regroupé les départements ministériels, les services techniques centraux, les organisations de la Société civile, les DRPSIAP et les PTF.

CPS

1. CPS Secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille

Au titre des opérations spéciales, elle a procédé en partenariat avec l'INSTAT et l'INRSF et sur financement de l'OMS et du budget national, à la Collecte de données auprès des entreprises, PTF, ONG et compagnies à Bamako en vue de l'élaboration des comptes de la santé, exercice 2015.

Elle a également procédé en partenariat avec les services centraux et sur financement de l'OMS, à l'élaboration et la validation de l'annuaire 2015 du système d'information sanitaire et social (SNISS).

Elle a enfin participé aux sessions de formation des cadres nationaux en gestion axée sur les résultats (GAR) dont l'objet est de renforcer les capacités techniques en matière de suivi-évaluation des activités au profit des acteurs en charge de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du CREDD.

2. CPS Secteur Mines et Energie

Au titre des rencontres, la CPS a participé à Agadir (Maroc), à l'atelier de formation portant sur les thèmes suivants :

- ♦ traitement et les mises à jour des documents sur un

site informatique ;

- ♦ Budgétisation par programmes.

Financé sur le fonds minier, l'atelier avait pour objet le renforcement des connaissances. Elle a également participé à la session de formation sur la Gestion Axée sur les Résultats organisée par la Cellule Technique CSLP. Cette formation tenu à Fana sur financement de l'UNICEF a vu la participation des structures membres du SSN.

3. CPS/Secteur Equipement, Transport et Communication

La CPS/SETC a, au titre des publications, procédé à la publication des annuaires 2014 et 2015 sur le secteur. Ils sont accessibles en version numérique et imprimée. Elle a également publié le document sur la Situation de référence du projet « **Autoroute Bamako-Koulikoro - Zantiguila** ».

Au titre des missions et appuis techniques, la CPS en partenariat avec la Direction Nationale des Routes (DNR) a effectué pendant 10 jours des missions de suivi des travaux d'entretien courant des routes en vue de disposer d'informations statistiques. Les rapports de mission sont disponibles.

4. CPS/Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure

La CPS/ATFPSI a, au titre des opérations spéciales organisé un atelier de consolidation des données de l'annuaire statistique 2015 en vue d'assurer une synergie pour mieux consolider les données statistiques 2015 afin de mettre à la disposition des décideurs et autres utilisateurs des données statistiques fiables et harmonisées du secteur. Financé par le Projet d'Appui Institutionnel/Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat (PAI MATDRE) à hauteur de 14 millions, cet atelier de 3 jours a regroupé les points focaux du Ministère.

Au titre des missions et appuis techniques, elle a procédé à la Collecte de documents et informations auprès des structures du secteur en vue de consolider

la base documentaire du Centre et produire la revue d'informations sur le service du secteur. Cette mission de 15 jours a été financée sur le budget national.

OBSERVATOIRES

1. Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

L'ODHD a au titre des opérations spéciales organisé les travaux du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) édition 2016 sur « Migration, développement et lutte contre la pauvreté au Mali » en vue du Lancement du RNDH édition 2016.

Au titre des rencontres, l'ODHD a pris part au processus ODD en vue de l'élaboration du rapport sur la priorisation des ODD au Mali. Tenu à Bamako sur financement de la CT-CSLP elle a regroupé les représentants des structures publiques, du secteur privé, de la Société civile et des PTF.

Il a également participé aux travaux de la réunion préparatoire de l'atelier de révision de la liste des indicateurs Malikunafoni visant à assurer la prise en compte du CREED, des ODD, de l'UNDAF et de nouveaux besoins sectoriels dans la liste d'indicateurs de Malikunafoni. Il a enfin participé aux travaux du Système d'Information Sociale (SISo) avec pour objet la prise en compte des indicateurs ODD et CREED dans les fiches de collecte du Système d'Information Sociale. Tenu à Bamako sur financement du MSAH, les travaux ont regroupé les services du Développement Social. On rappelle que ces activités s'inscrivent dans le suivi et la mise en œuvre du (SISo) du

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



CPS Secteur Equipement Transport et Communication



Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Mori Moussa KONATE Directeur Exécutif de SECO-ONG



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché le Secrétariat de Coordination des Organisations Non Gouvernementales Maliennes (SECO-ONG Mali) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

Le SECO-ONG utilise en général les statistiques dans presque tous les domaines. Les données utilisées sont généralement les agrégats et les semi agrégats.

Les statistiques proviennent principalement de l'INSTAT, des ministères et des Nations-Unies.

L'accès aux données est facile et se fait généralement sur support papier.

Le SECO-ONG fait généralement le déplacement chez le

producteur pour y avoir accès mais il leur arrive de recevoir par courrier les informations.

Le SECO-ONG pense que l'INSTAT ne fait pas suffisamment la promotion de ses publications

Le SECO-ONG n'entretient pas de relations particulières avec l'INSTAT, ni avec les autres producteurs de données statistiques. Les chiffres utilisés le sont à titre illustratif pour étayer un argument ou une démonstration et à titre analytique pour comparer des situations dans le temps.

Le SECO-ONG a déjà utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour préciser les objectifs et résultats des projets de développement.

Le SECO-ONG n'est pas satisfait des données utilisées et pense que les facteurs limitant l'utilisation des statistiques résident aux difficultés d'accès aux données, au manque de connaissance sur les méthodes utilisées ainsi qu'au manque d'information sur la diffusion.

Le SECO-ONG aimerait disposer des informations rela-



tives au PNB, IDH ainsi que le taux d'accès par sexe des produits comme la mangue. Le SECO-ONG serait intéressée par une formation à l'utilisation des statistiques sous forme d'ateliers de 5 jours.

Les principaux sujets à aborder au cours de ces ateliers doivent porter sur l'environnement, la Gouvernance, les liens de la pauvreté entre les différents secteurs et de la décentralisation.



Bibliothèque Nationale du Mali

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml

Directeur de publication

Harouna KONE

Rédacteur en Chef

Souleymane KEITA

Comité de rédaction

Moussa TRAORE

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE